UNE QUESTION

par JACQUES

Près de 250 personnes, pour la plupart des universitaires et des chercheurs québécois ont participé, les 29 et 30 avril dernier, au Colloque sur la recherche pour le développement international qui se tenait à l'Université du Québec à Trois-Rivières (Canada).

Organisé conjointement par l'Université du Québec, l'Université du Québec à Trois-Rivières et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI), ce colloque avait pour but d'une part d'identifier le potentiel québécois de recherche en vue d'une collaboration avec des institutions du Tiers-Monde et, d'autre part, de fournir à la communauté scientifique du Québec, de l'information sur l'expérience du CRDI concernant l'aide à la recherche dans les pays du Tiers-Monde, particulièrement dans les domaines intéressant le Québec.

L'IMPORTANCE DE LA RECHERCHE

« Parmi les nombreux facteurs qui permettent à une société d'assurer le bien-être de ses membres et d'améliorer leur niveau de vie, la capacité de définir et de résoudre les problèmes est d'une importance primordiale. » C'est M. Yvan L. Head, président du CRDI qui parle. « Ni la présence de ressources ni la discipline de la population ne suffisent s'il manque la capacité locale de comprendre les phénomènes propres au milieu et de s'attaquer aux problèmes rencontrés. Cette capacité, c'est la capacité de recherche. »

L'apport des chercheurs aux sociétés européenne et nord-américaine a été tellement essentiel que le nom de beaucoup d'entre eux est connu de tous. Lavoisier et Celsius par exemple, au 18^e siècle ; Ampère, Kelvin, Pasteur, Darwin, Doppler ne sont que quelques-uns du nombre extraordinaire de chercheurs du 19^e siècle dont les travaux ont contribué énormément à l'amélioration de nos conditions de vie. Au 20^e siècle, les chercheurs sont tellement nombreux qu'il est impossible d'en dresser la liste. Cette tradition de recherche et d'invention est solidement établie dans les pays industrialisés mais n'est apparue que plus tard dans les pays en développement. L'ampleur du retard a attiré l'attention mondiale pour la première fois en 1963, lors de la conférence des Nations Unies sur l'application de la science et de la technique dans l'intérêt des régions peu développées. En 1969, la Commission de la Banque mondiale, sous la présidence de Lester B. Pearson a de nouveau soulevé la question, qui a été, depuis lors, discutée au cours de nombreuses réunions tenues sous l'égide des Nations-Unies.

La Commission Pearson a estimé qu'au maximum, trois pour cent de la recherche scientifique et technique mondiale était entreprise dans les pays en développement. En l'absence d'une telle capacité nationale et de compétences locales, le retard économique s'accroît, la dégradation de l'environnement s'intensifie, l'instabilité politique augmente et la dignité de l'individu est affectée.

En faisant abstraction de l'accueil des étudiants étran-

gers par les universités canadiennes à l'intérieur des programmes de formation, les ententes de coopération en matière de recherche visant au développement du Tiers-Monde et impliquant ces institutions sont très récentes. Le professeur William Tossell de l'université Guelph, dans une étude effectuée pour le Conseil des sciences du Canada et portant sur l'alimentation mondiale indique que c'est depuis environ vingt ans que les universités canadiennes participent à la résolution des problèmes alimentaires du Tiers-Monde. On peut dès lors imaginer facilement que l'implication des universités canadiennes dans des questions moins cruciales et essentielles puisse remonter à moins de vingt ans. L'étude Tossell affirme également que dans le secteur alimentaire, de 1968 à 1978, 33 universités

canadiennes ont contribué à des programmes de coopération et ceci dans le cadre de 364 projets. En plus, près de 350 professeurs ont exprimé le désir de contribuer à des actions conjointes dans le domaine vivrier alors que la moitié de ce nombre avait déjà participé à de tels programmes.

L'EXPÉRIENCE DU QUÉBEC

L'expérience du Québec dans le domaine de la recherche et du développement est encore jeune. Tout au plus date-t-elle de vingt ans si, faisant abstraction des premiers jalons tracés par quelques pionniers, on veut situer le moment de la véritable initiation d'un mouvement structuré.

Le Québec est à ce moment passé très rapidement d'une économie principalement rurale à une économie post-industrielle. Cette mutation brusque de la structure socio-économique de la société a eu de nombreuses conséquences dont une des plus importantes a été une transformation radicale du système d'éducation.

Ainsi, au début des années 60, le Québec a investi massivement pour rattraper son retard historique au plan scolaire. Cette décennie a vu surgir, sur tout le territoire, un vaste réseau d'écoles primaires et secondaires, puis des collèges et enfin de nouvelles universités.

Le développement de la recherche s'est véritablement amorcé après que cette infrastructure ait été mis en place et alors qu'elle était encore en période de rodage. Il faut préciser qu'au Québec, la recherche s'est surtout développée dans le milieu universitaire. En effet, l'économie québécoise repose pour une très large part sur de petites et moyennes entreprises industrielles qui ne consacrent qu'une part très mince de leurs activités à la recherche. L'État quant à lui n'assume directement le financement de la recherche que dans un nombre limité de secteurs à cette époque.

Aujourd'hui, le réseau de recherche est disséminé dans 17 établissements universitaires, 80 collèges d'enseignement général et professionnel (C.E.G.E.P.) et les chercheurs sans affiliation institutionnelle reconnue peuvent soumettre des propositions de recherche. En 1981-1982, le Fonds de formation de chercheurs et d'action concertée (F.C.A.C.) a subventionné 466 équipes regroupant 1654 chercheurs et

« Nous avons eu la chance d'être du bon côté de l'hémisphère... »
—M. Yvan Cliche
Fonds F.C.A.C.

DE SOLIDARITÉ

DUPONT

3046 étudiants, 11 programmes majeurs, 28 centres de recherche et a accordé 1456 bourses d'excellence de 2^e et de 3^e cycles. Les montants investis dans l'ensemble des programmes totalisent près de 24 millions de dollars.

La jeune expérience du Québec dans le domaine de la recherche et du développement s'enracine dans des conditions historiques qui s'apparentent en bonne part à celles qui ont prévalu dans plusieurs pays en développement : transition brusque entre une société rurale et une société industrialisée ; scolarisation accélérée et massive de la population ; économie basée sur un réseau de petites et moyennes entreprises industrielles ; nécessité de concentrer les efforts de développement et d'établir des concertations. M. Yvan Cliche, Président du comité exécutif et directeur général du Fonds F.C.A.C. d'affirmer au Colloque : « Nous avons eu la chance d'être du bon côté de l'hémisphère et de pouvoir ainsi entrer plus facilement que d'autres dans l'ère post-industrielle. Il a pourtant fallu, à cause de notre spécificité socio-économique et culturelle, créer dans bien des domaines, des outils de développement adaptés à nos besoins. La rapidité de la mutation qui s'est opérée au Québec a peut-être stimulé notre créativité ; elle a sûrement en tout cas mis à l'épreuve nos capacités de résister aux changements et nous a mis à l'écoute du monde. En ce sens, le Québec peut probablement mieux comprendre que d'autres, les préoccupations de pays qui ont eu à vivre des transitions comparables de façon aussi radicale ».

LE TRANSFERT DE LA TECHNOLOGIE

Monsieur Rogerio Cerqueira Leite, anciennement vice-recteur de l'Université de Campinas au Brésil et maintenant professeur à cette même institution a secoué les participants du Colloque en affirmant : « Si un pour cent des promesses contenues dans les innombrables conventions et accords internationaux signés entre les gouvernements des pays industrialisés et les gouvernements des pays non développés, si un pour cent de ces promesses avaient été réalisées, le sous-développement aurait déjà été éliminé. Cette réalité n'est pas uniquement due au conformisme des pays moins développés ou à l'ambivalence des pays développés face à la montée des pays du Tiers-Monde, quoique ces facteurs soient bien souvent présents. Le manque d'efficacité, en vérité, caractéristique d'une grande partie des efforts dépensés dans le but d'une formation technique des pays non industrialisés provient d'erreurs de conception dans la gestion des modes de transfert de la technologie, erreurs qui ne seront atténuées qu'après l'accumulation d'une expérience réelle et la systématisation adéquate des procédés.

« Ce qu'il faut comprendre, c'est que le Tiers-Monde souhaite que tout effort soit centré sur des projets qui lui permettent d'augmenter sa propre compétence, car il sait que tout programme dont le résultat est avant tout un ensemble de connaissances techniques exogènes devient

bien souvent nuisible au développement de la nation qui l'emploie. »

Il se dégage des discussions du Colloque qu'il faut éviter toute mise au point unilatérale d'un programme, surtout lorsqu'il prévoit que les travaux de recherche seront entrepris dans le pays industrialisé, car il est alors fort probable que le principal bénéficiaire sera encore le pays industrialisé. Il faut également éviter tout programme dont les résultats ne seraient applicables qu'à un domaine extrêmement précis et limité. Il faut, quant au choix des projets, donner la préférence à des secteurs où les pays en développement possèdent déjà une certaine compétence, permettant ainsi la participation effective des deux parties et une participation de techniciens et

de chercheurs du Tiers-Monde à toutes les phases de la recherche lorsque celle-ci est effectuée dans un pays industrialisé.

UN BILAN DU COLLOQUE

Les efforts de recherche et de développement entrepris dans les pays en développement à ce jour suffiront-ils à contrer le destin prédit par le président français, M. Mitterrand, qui affirmait l'an dernier : « Je suis convaincu que le déséquilibre entre les deux parties du monde, entre les pays industrialisés et les autres sera une des causes d'un désastre majeur à la fin du siècle, c'est-à-dire d'une guerre mondiale. »? La question restera sans réponse mais au moins, on aura senti durant ces

deux jours, un réel effort des chercheurs québécois, désireux de faire leur part dans une optique d'échange et de partage des compétences et des expériences. L'Université du Québec à Trois-Rivières incarne déjà cette pensée. Le Centre de recherche en pâtes et papiers que dirige M. Jacques Valade collabore déjà à la mise sur pied en Inde et en Chine, de petites unités autonomes de production de papier. Dans chacun des neuf ateliers du Colloque, on a échangé sur les défis et les objectifs de chacun des domaines : agriculture, soins de santé, énergies nouvelles, foresterie, planification de la recherche, population et développement, éducation, information et collaboration entre chercheurs.

Bien sûr faut-il le rappeler, « Il n'y a pas de règle d'or qui puisse être universellement appliquée. » Mais tout de même, en s'inspirant des "opérations solidarité" qui ont cours au Québec, on peut espérer que cette rencontre connaîtra de nombreuses retombées. Témoignant de l'ouverture d'esprit qui prévalait au cours de ces deux journées, un des participants confiait à une de ses collègues lors d'une pause : « Il me semble que nous pourrions apprendre tellement de choses des chercheurs des pays du Tiers-Monde. » □

Les actes du colloque seront publiés par Les Presses de l'Université du Québec, Québec (Canada).